

Solidarité !

Sud Collectivité Territoriales **Sud** Cultures **Sud** Éducation **Solidaires** Étudiant-e-s **Sud** Industrie
Solidaires Finances Publiques **Sud** Michelin **SNJ** **Sud** PTT **Sud** Santé-Sociaux **Sud** Saur

L'édito

Le quinquennat précédent semble avoir gangrené notre société jusqu'à la moëlle au point qu'on en avait presque oublié qu'elle nous appartenait aussi.

Aujourd'hui, chaque jour qui passe nous apporte de tous côtés des nouvelles qui ne peuvent que nous faire penser à cette phrase de Léo Ferré : "ce matin la vérité est allée aux toilettes et elle n'a pas tiré la chasse, la vérité, c'est dégueulasse".

Devant les tourments, devant les menaces qui semblent se dessiner par rapport à nos statuts de travailleurs, intermittents, précaires, chômeurs, retraités, il nous a semblé important que dans notre département, les différents syndicats rassemblés sous la bannière de Solidaires du privé, du public et d'ailleurs, puissent faire passer leurs informations, échanges, réflexions, travaux et actions.

C'est le rôle que nous avons choisi de donner au présent bulletin, dont vous avez le premier numéro en main. Bonne lecture à vous !

L'actu

Le 4 décembre, élections professionnelles dans toutes les fonctions publiques !

Alors que les mauvais coups ne cessent de pleuvoir depuis des années contre tous les salariés, y compris du secteur public, au travers des politiques néolibérales les plus brutales, les syndicats SUD-Solidaires ont toujours été «vent debout» pour s'y opposer.



Ce n'est hélas pas le cas de nombre d'organisations syndicales qui ont choisi «l'accompagnement», facilitant la tâche des différents gouvernements pour imposer des reculs sociaux en matière de retraite, de salaire, de conditions de travail et d'emploi.

Cette situation n'est pas irréversible et les syndicats SUD-Solidaires continuent de construire des outils collectifs pour se battre au quotidien, pour que le rapport de forces s'inverse au profit des salariés.

La fatalité est un mot que nous avons banni de notre vocabulaire. Nous lui préférons celui de lutte.

Alors, le 4 décembre, votez pour les syndicats SUD-SOLIDAIRES !

POUR CONTRIBUER À IMPOSER D'AUTRES CHOIX ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX, EN FAVEUR DES SALARIÉS QUI CRÉENT LES RICHESSES, ET NON DES CAPITALISTES DONT LES APPÉTITS NOUS COÛTENT DÉCIDÉMENT TROP CHER !

**POUR UN SYNDICALISME INTERPROFESSIONNEL ET INTERCATÉGORIEL !
POUR DÉFENDRE TOUS LES PERSONNELS ET PAS SEULEMENT LES ADHÉRENTS !**

POUR DES ÉLUS QUI RENDENT COMPTE AUX PERSONNELS !

L'austérité pour les salarié-es et les usager-e-s, c'est (entre autres) ça :

À L'hôpital

Au C.H.U., le « plan d'efficience », c'est des conditions de travail encore plus dégradées pour les salarié-es !

La nouvelle de la rentrée est tombée : afin de limiter les dégâts d'un EPRD (état prévisionnel des recettes et des dépenses) annoncé déficitaire, la Direction a sorti un « plan d'efficience » et présenté une série de mesures applicables de suite, mesures qui vont impacter directement les condi-

tions de travail.

Si l'on en croit la Direction et certaines organisations syndicales, nous devons tous faire un « effort » pour sauver l'entreprise HOPITAL... Ah !! ? Parce que, jusqu'à maintenant, nous n'en faisons pas... des efforts ? Revenir sur nos congés, remplacer au pied levé, travailler avec un manque d'effectif criant : bien sûr, tout ça c'est du plaisir!

Alors, tirer encore un peu sur la corde, demander encore un peu plus, jusqu'où, jusqu'à quand ?!

Il y a un moment où les salariés ne peuvent plus être les éternels "payeurs" d'une politique de rentabilité. Et plutôt que proposer des « solutions » de rentabilité en culpabilisant le personnel, il y a un moment où nous, organisations syndicales, devons dire: "ça suffit !". Où tous les salariés doivent dire: "ça suffit !".

A Sud Santé Sociaux, nous ne rentrerons pas dans un processus de négociation pour l'application de ces mesures : on ne négocie pas les régressions sociales !

SUD Santé-sociaux 49

Aux impôts et au trésor

LA DGFIP* : le méga plan social de l'Etat qui tait son nom ...

La DGFIP a franchi en 2014 la barre des 30 000 emplois supprimés depuis 2002, passant de quelque 140 000 emplois, à 110 000. Dans le Maine-et-Loire, elle est passée de 1400 agents en 2009 à moins de 1000 en 2014. C'est bien sûr au nom de « l'efficience » que cette fusion a été décidée par N. Sarkozy...

Pourtant, notre administration effectue en réalité une multitude de missions méconnues dont le rôle économique et social est déterminant dans notre société : gestion et recouvrement des recettes fiscales et non fiscales de l'Etat et des collectivités locales, missions cadastrales et foncières, gestion des dépenses publiques, gestion du domaine de l'Etat, conseil aux collectivités, recouvrement des amendes, et, mission plus que résiduelle si l'on s'en tient aux effectifs qui s'y consacrent, mais ô combien essentielle... : le contrôle fiscal. Or, sur 1000 agents dans le département, ils sont moins de 80 « à faire du contrôle fiscal ». Pourtant au niveau national la fraude fiscale est estimée à 60 à 80 milliards d'euros par an ! Comment lutter, dans ces conditions, contre cette fraude ?!

De même, le nombre de prise de contacts (physiques, téléphoniques ou courriels) pour l'accueil des particuliers a doublé nationalement entre 2002 et 2013. Le nombre de courriels reçus et traités durant la seule campagne d'impôt sur le revenu, est passé de 30 000 à 880 000 sur la même période. Ainsi, bien que la charge d'accueil soit en très forte hausse (alors qu'on nous prédisait l'inverse du fait des nouvelles technologies), les effectifs d'accueil demeurent sous-calibrés et les heures de réception du public sont constamment réduites faute de moyens humains. Conséquence : les files d'attente s'allongent, le taux d'appels téléphoniques non aboutis explose et les délais de réponses aux courriers et courriels s'accroissent.

Tout cela au détriment du public mais aussi des agents en charge de le renseigner et qu'on presse de faire toujours plus vite. C'est ça, « l'efficience » ?!

Solidaires Finances Publiques 49

*Direction Générale des Finances Publiques issue de la fusion de la Direction générale des Impôts (DGI) et de la Direction générale de la Comptabilité publique (DGCP) créée par décret du 3 avril 2008.

C'est aussi ça :

Dans l'éducation nationale

La « priorité » à l'éducation sensée compenser les coupes budgétaires dans les autres secteurs est une fumisterie.

Médiapart a rendu public début juillet le « dossier ministre » remis par l'administration à B. Hamon au moment de sa prise de fonction. Sur le budget et les postes, c'est éclairant. La Direction générale des affaires scolaires (Dgesco) explique ainsi :

-que les postes créés ne permettent pas de faire face à la croissance démographique et à la restauration d'une année de formation professionnelle ;
-qu'en 2013, les « créations de postes » n'ont eu aucun effet sur le ratio entre nombre d'enseignant-e-s et nombre



d'élèves, elle prévoit qu'en 2014 cela va empirer ;
-que la programmation de + 60000 postes prévue par la loi de « refondation » ne sera pas réalisée ;
-que rien n'est prévu pour faire face à l'accroissement du nombre d'élèves en termes de postes de surveillant-e-s, CPE, infirmier-e-s, COP, etc.

La priorité est donc de construire la mobilisation contre les politiques d'austérité, pour un autre budget (pour l'école publique et pour toute la société), pour un autre usage des richesses, qui sont produites par les salarié-e-s.

SUD éducation 49

Mais pour les patrons, il reste du pognon...

CICE : des sous pour les patrons, plus de tâches pour les agents des impôts, mais sans garantie pour l'emploi ...

Le Crédit d'impôt compétitivité emploi était une mesure phare de la politique gouvernementale. Le préfinancement de ces crédits n'a eu qu'un succès mitigé. Par contre les moyens ont été mis en oeuvre pour que ce crédit soit connu des entreprises et leur soit accordé facilement. Ainsi les délais de paiements doivent être les plus courts possibles et sont suivis par les préfets.

Du côté Finances Publiques, ce travail supplémentaire effectué par les Services des Impôts des Entreprises, déjà bien occupés, représente environ pour le pays presque une centaine d'emploi à plein temps, sans compensation. Dans certains services, congés et autorisations d'absences ont été discutés. Certaines tâches, autrefois prioritaires sont mises en attente faute de moyens : malgré un contrôle de cohérence allégé, le traitement est lourd et important.

Fin 2014, le montant réglé aux entreprises devrait avoisiner les 12 milliards. Solidaires Finances Publiques a réclamé en vain qu'un contrôle fiscal des sommes versées soit mis en place...

Il ne reste plus qu'à espérer que les résultats soient à la hauteur des efforts engagés !

Solidaires Finances Publiques 49



Heureusement, la lutte paye !

CHU Angers : grève reconductible victorieuse !

La douceur Angevine a été bousculée pendant 7 jours. Suite à une semaine de forte mobilisation et après un pique-nique solidaire organisé par les collègues en grève, le personnel de la REA B a globalement obtenu satisfaction par rapport à ses revendications.

Tous les jours à 10 h, une AG était organisée pour définir les actions à mener dans la journée. La rédaction de tracts, les courriers, les banderoles...ont été pris en charge et réalisés par les collègues.

Toutes les « autorités » sur Angers ont été interpellées, Maire, Préfet...et un affichage par banderoles a été déployé à l'intérieur du CHU mais aussi en ville et sur les ponts d'Angers.

La pression exercée par les collègues et leur détermination ont payé. Cette équipe jeune et sans expérience syndicale a su, jusqu'au bout, rester solidaire et déterminée, malgré des pressions individuelles par la DRH, certains cadres et

médecins. Le dernier jour de grève, un pique-nique solidaire a été organisé et de nombreux collègues d'autres services sont venus soutenir et échanger avec la REA sur leurs problématiques. La convergence tant attendu voit enfin le jour.

Les Syndicats SUD et CGT ont accompagné et conseillé cette mobilisation par une présence permanente, tout en laissant le collectif gérer son mouvement. La CFDT, FO et CFTC ont été en total retrait et dépassés par ce qui se construisait.

Pour Sud, ce mouvement, inédit sur le CHU d'Angers, est un cas d'école. L'équipe de REA a, dès le début, pris en charge de façon collective et démocratique sa mobilisation, et utilisé la grève reconductible pour instaurer un rapport de force.

Alors, à un niveau plus général, on s'y met quand ?...

SUD Santé-sociaux 49

Dans le privé, l'Union Syndicale Solidaires 49, des syndicats qui montent, qui montent...

Une première réussie chez SCANIA !

C'est avec une grande satisfaction que nous vous annonçons les résultats des élections au sein de l'entreprise SCANIA production à Angers, où pour la première fois une équipe de SUD Industrie 49 était représentée.

Avec 24,55 % SUD-Solidaires devient donc l'organisation syndicale majoritaire au sein de l'entreprise SCANIA. C'est une grande satisfaction pour l'Union Syndicale Solidaires 49 ainsi que pour le syndicat SUD Industrie 49 dont la création ne remonte qu'à décembre 2013.

Le travail d'équipe dans la campagne électorale, le travail

de terrain ont porté leurs fruits. La confiance des salariés et l'arrivée de nouveaux adhérents sur les listes du syndicat ont permis de devenir la première organisation syndicale de l'entreprise, malgré les nombreux efforts de certain-e-s pour empêcher le syndicat de participer à ces élections (on ne les citera pas, ça serait leur faire trop d'honneur).

Première victoire pour le syndicalisme de lutte chez SCANIA à Angers. Ce n'est qu'un début, On lâche rien !

SUD Industrie 49 (Section SCANIA)

Le syndicat est un outil pour se défendre !

Contactez les syndicats de l'Union Syndicale Solidaires de votre secteur !

Union
syndicale
Solidaires 49

14 place IMBACH - 49100 ANGERS

solidaires.49@wanadoo.fr

www.solidaires49.org

02-41-43-19-07